

*Les crédits*

De nombreux habitants de ma circonscription se sont dits troublés par le taux de criminalité au Canada. Compte tenu des préoccupations des Canadiens au sujet de la sécurité publique, nous avons réduit le moins possible les fonds destinés aux ministères s'occupant de justice et de services correctionnels. Le gouvernement est prêt à consacrer les fonds nécessaires pour assurer la sécurité de tous les Canadiens.

Notre but est de créer des possibilités pour tous les Canadiens, dans toutes les régions, quels que soient leurs antécédents, quelle que soit leur position sociale, pour qu'ils puissent s'épanouir le plus possible et aider notre pays à profiter pleinement de l'avenir.

Dans le cadre du budget et d'autres initiatives, le gouvernement offre à tous la possibilité de profiter pleinement de l'avenir grâce à la croissance, aux emplois, à l'équilibre, à l'honnêteté, à la justice, à la vision, à la responsabilité et à la compassion.

**M. John Williams (St-Albert, Réf.):** Monsieur le Président, je constate que l'importance que la députée accorde au livre rouge et à la réduction du déficit est à l'image de ce qui est perçu comme étant la politique du gouvernement.

À la page 18 du livre rouge, sur lequel la députée a tellement insisté, les libéraux annonçaient que le gouvernement réduirait les dépenses des services spéciaux de 15 p. 100 au cas où ils gagneraient les élections, ce qui s'est effectivement produit. Toutefois, le budget des dépenses qui est proposé contient une augmentation de 300 millions de dollars.

Comment la députée peut-elle concilier la promesse du livre rouge de réduire ces dépenses de 15 p. 100 et l'augmentation de 300 millions annoncée dans les prévisions budgétaires? Ma collègue est-elle prête à voter contre cette hausse au moment du vote qui aura lieu plus tard aujourd'hui?

**Mme Phinney:** Monsieur le Président, malgré la hausse généralisée des coûts, je crois que les compressions budgétaires annoncées jusqu'à maintenant et les réductions des dépenses du gouvernement depuis deux ans représentent les compressions les plus radicales depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons atteint les objectifs que nous avons promis aux Canadiens de réaliser dans le livre rouge.

**M. Walt Lastewka (St. Catharines, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de la députée de Hamilton Mountain au sujet des prévisions budgétaires. Elle a tout décrit en détail, des étudiants aux personnes âgées et elle a parlé de programmes précis.

J'ai posé de nombreuses questions depuis mon arrivée à la Chambre au sujet de la petite entreprise et de l'aide qu'elle reçoit en vue de créer des emplois et de remettre les chômeurs au travail. La députée de Hamilton Mountain pourrait peut-être nous en dire davantage à ce sujet et indiquer comment le gouvernement va aider la petite entreprise à redonner aux gens ce qu'ils veulent vraiment, c'est-à-dire des emplois.

• (1845)

**Mme Phinney:** Monsieur le Président, la question du député de St. Catharines me permet de parler d'une autre importante initiative du gouvernement, soit les changements qu'il se propose d'apporter à la Banque fédérale de développement.

Ces changements témoignent de sa détermination à promouvoir la croissance de la petite entreprise, l'innovation et la création d'emplois. Au cours des deux dernières années, de nombreux propriétaires de petites entreprises nous ont dit qu'ils ont beaucoup de difficultés à s'entendre avec les banques pour négocier et refinancer leur crédit ou obtenir de nouveaux fonds pour leurs entreprises.

Le ministre responsable a jugé nécessaire d'apporter des changements à la Banque fédérale de développement. Ces changements s'inscrivent dans le cadre de la politique générale concernant la petite entreprise, énoncée en 1994. La Banque va étendre ses activités pour faire en sorte que ses programmes et services répondent aux besoins de la petite entreprise d'aujourd'hui. Le mandat de la banque sera modifié pour lui permettre de concevoir et de mettre en oeuvre de nouvelles solutions relativement aux besoins des petites entreprises dans le domaine du financement et de la gestion. Les petites entreprises de tout le Canada ont dit que de tels changements étaient nécessaires.

**M. Ken Epp (Elk Island, Réf.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la députée ainsi qu'à tous les ministériels. Si l'on ne cesse de parler de compressions, comment se fait-il que, cette année, le total des dépenses du gouvernement est supérieur à l'an dernier de 2 milliards de dollars? C'est illogique.

**Mme Phinney:** Monsieur le Président, comme le député le sait sans doute, le paiement des intérêts a considérablement augmenté. Nous avons consulté les Canadiens et, au cours des prochaines années, nous investirons là où ils le jugent nécessaire.

**M. Jack Iyerak Anawak (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.):** Monsieur le Président,

[*Note de l'éditeur: Le député s'exprime en Inuktitut.*]

[*Traduction*]

Pour la gouverne des députés qui ne comprennent pas l'Inuktitut, je vais expliquer mon propos.

Je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour traiter du Budget des dépenses principal de 1995-1996. Lorsque le gouvernement a été élu il y a un an et demi, nous avons dit que nous ferions les choses différemment et nous tenons parole.

Le Budget des dépenses principal du gouvernement pour l'exercice en cours est un budget dur, mais nécessaire. En outre, il tient compte des résultats de l'examen des programmes qui avait été annoncé dans le budget de 1994. L'examen des programmes avait pour objectif de faire en sorte que les ressources réduites du gouvernement soient consacrées aux besoins les plus prioritaires et aux secteurs où le gouvernement fédéral est le mieux placé pour assurer les services.